

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes in Africa



MEDIA MONITORING

15 April 2015

DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO

La RDC parmi les pays africains des dépenses militaires à l'échelle mondiale en 2014 avec plus de 88%

Source: Agence Ecofin / MCN, via mediacongo.net

14 Avril 2015 - L'Afrique est la région qui a enregistré la plus forte progression des dépenses militaires au niveau mondial en 2014, selon un rapport publié le 13 avril par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri). Le centre de recherche suédois a précisé que les dépenses militaires du continent ont atteint 50,2 milliards de dollars en 2014, soit une hausse de 5,9 % par rapport à 2013.

Depuis 2005, les dépenses d'armement du continent ont augmenté de 91%, a-t-on ajouté de même source.

Les dépenses militaires en Afrique du Nord on atteint 20,1 milliards de dollars l'an passé, soit une hausse de 7,6% par rapport à 2013. En Afrique subsaharienne, ces dépenses ont enregistré une croissance de 4,8%, pour s'établir à 30,1 milliards de dollars.

Les deux grands pays africains les plus dépensiers dans ce domaine sont l'Algérie (+12%, à 11,9 milliards de dollars en 2014) et l'Angola (+ 6,7%, à 6,8 milliards de dollars). Ces deux pays, qui consacrent tous deux plus de 5% de leur PIB à l'achat d'armes, ont respectivement triplé et doublé leurs dépenses militaires depuis 2005.

A l'échelle continentale les plus fortes augmentations des dépenses militaires ont été enregistrées en République démocratique du Congo (RDC) (+88%), en Namibie (+47%)

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

et en Zambie (+23%). Le plus fortes baisses des dépenses ont été enregistrées au Malawi (-27%), au Nigeria (-9,3%) et au Ghana (-5,3%).

A l'échelle planétaire, les dépenses militaires ont reculé pour la troisième année consécutive, de 0,4 %, à 1776 milliards de dollars, soit l'équivalent de 2,3 % du PIB mondial.

Ce très léger recul des dépenses militaires mondiales s'explique entièrement par un nouveau recul de celles des Occidentaux. Elles ont diminué de 1,9 % en Europe occidentale, de 1,3 % en Amérique latine et de rien moins que 6,5 % aux Etats-Unis sous l'effet des coupes automatiques instaurées par le Congrès.

Ce qui n'empêche pas Washington de disposer toujours, de loin, du principal budget militaire de la planète (à 610 milliards de dollars), équivalent à plus d'un tiers du total, presque trois fois plus que son dauphin, la Chine. Alors que les dépenses américaines ont stagné, inflation déduite, au cours de la décennie écoulée, celles de Pékin ont augmenté de 167 % au total, dont 9,7 % sur la seule année 2014.

Selon le Sipri, à l'équivalent de 2,1 % du revenu national, les dépenses militaires chinoises sont dans la moyenne mondiale, à l'inverse des Etats-Unis (3,5 %) et, surtout, du pays complétant le podium, la Russie (4,5 %).

Si les dépenses des Occidentaux reculent en raison, souvent, des politiques d'austérité, elles n'en demeurent pas moins bien plus importantes que celles des autres pays. L'Union européenne place ainsi quatre pays dans les douze premiers, avec outre la France (5e) et le Royaume-Uni (6e), l'Allemagne (8e) et l'Italie (12e).

RDC: 8 militaires disparaissent lors d'une attaque attribuée à la LRA

Source: Radio Okapi (Kinshasa)

15 Avril 2015 - Huit militaires des FARDC sont portés disparus après un échange des tirs avec des hommes armés identifiés aux rebelles ougandais de la LRA. Selon la société civile du territoire de Bondo (Province Orientale), cet accrochage a eu lieu dimanche 12 avril dans le village Mangbangu à la frontière avec la République centrafricaine.

Selon la société civile, douze militaires en patrouille avec leur commandant ont croisé dimanche dernier dans le village Mangbangu une dizaine de personnes armées identifiées à la LRA .

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Après un échange des tirs d'environ 30 minutes, toujours selon la même source, les assaillants se sont retirés du village Mangbangu. Ils auraient ensuite tendu une embuscade aux éléments des FARDC.

Selon l'abbé Marcel Kumboniki, président de la société civile de Bili, qui cite le commandant de détachement des FARDC à Bili, quatre militaires seulement – dont leur commandant – ont regagné leur base après cette embuscade. Les huit autres sont portés disparus.

La Fédération des entreprises du Congo (Fec) à Bili dit avoir mobilisé les moyens – notamment les motos et carburants – pour aider à l'armée à poursuivre les assaillants et surtout rechercher les militaires FARDC portés disparus.

Des renforts de l'armée, qui doivent venir de Bondo et Buta, sont attendus dans les jours qui viennent.

Un corps sans vie a été retrouvé lundi par les paysans dans la forêt du village Mangbangu, selon des sources locales mais l'identité de la personne retrouvée n'est pas encore connue.

RDC : Les massacres répétitifs de «KABILA» constituent un crime contre l'humanité

Source: www.KongoTimes.info

Devant la mauvaise volonté manifeste du gouvernement d'occupation de « Joseph Kabila » qui ment d'une part pour tenter d'étouffer le crime, et refuse de l'autre de procéder à l'exhumation des corps des victimes pour leur identification et la détermination exacte des dates et des origines réelles de leurs décès, et tout cela par peur que la vérité sur ce crime n'éclate au grand jour, l'APARECO exhorte instamment la Communauté internationale, dont particulièrement l'ONU et toutes les organisations tant nationales qu'internationales de défense des droits humains, de soustraire cette affaire à la compétence des autorités politiques, militaires et judiciaires congolaises et d'instituer sans délai une enquête internationale forte, indépendante, exhaustive et efficace sur ce charnier de Maluku, afin d'en établir les responsabilités tant politiques que pénales devant conduire leurs auteurs, exécutants et complices devant la Cour Pénale Internationale.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

COMMUNIQUE DE L'ALLIANCE DES PATRIOTES POUR LA REFONDATION DU CONGO (APARECO) CONCERNANT LA DECOUVERTE D'UN CHARNIER DE 425 MORTS DANS UN CIMETIERE DE LA COMMUNE DE MALUKU A KINSHASA EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Bruxelles, le 7 avril 2015

C'est avec colère et une profonde inquiétude que l'Alliance des Patriotes pour la Refondation du Congo a appris la découverte d'une fosse commune, une de plus, contenant 425 corps dans un cimetière situé dans la commune périphérique de Maluku à plus de 100 kilomètres de la ville de Kinshasa.

A ce sujet, l'APARECO considère non convaincantes les explications fallacieuses contenues dans les déclarations des ministres de l'Intérieur et celui de la Justice du gouvernement congolais tant sur l'heure et les conditions de l'enterrement de ces victimes que sur les victimes elles-mêmes qui seraient, selon eux, «des indigents et des bébés mort-nés». En effet, c'est un mensonge éhonté d'un gouvernement d'occupation criminel, habitué à mépriser la vie humaine, particulièrement celle des Congolais, alors que le respect de celle-ci constitue pourtant l'un des droits les plus fondamentaux des tous les autres droits humains. Car, si ces victimes étaient des mort-nés et des indigents, les hôpitaux où seraient nés ces mort-nés devraient avoir enregistré l'identité de leurs parents et leurs services compétents auraient établi les attestations de décès des indigents comme partout ailleurs. Or, en lieu et place de ces documents qui devraient fournir des informations plus précises sur chaque personne décédée, le gouvernement fantoche de « Joseph Kabila », dans la précipitation et l'improvisation, vient de faire publier par la direction de la Morgue centrale de Kinshasa un document fabriqué à la hâte et qu'il a qualifié euphémiquement de « Statistiques des inhumations effectuées depuis juin 2014 ». Or, sans aucun effort d'analyse de cette feuille de chou, on constate aisément que les fameuses statistiques reprennent seulement 3 mois de 2014 et 1 seul mois de 2015.

L'APARECO qui a dénoncé, avec des témoignages des victimes rescapées à l'appui, les massacres des étudiants du campus universitaire et des Instituts supérieurs de Kinshasa lors des manifestations du mois de janvier dernier, l'APARECO disions-nous, n'est pas étonnée que le gouvernement fantoche de Kinshasa ne soit pas en mesure de fournir une seule explication cohérente sur le choix de l'heure de l'enterrement, du lieu de l'enterrement et sur le fait que les morts aient été enterrés comme de la viande pourrie, sans cercueil, dans des simples sacs en plastique, entassés dans une fosse commune, sans croix ni une identification quelconque de la présence d'une dépouille humaine pour

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

les villageois qui fréquentent les forêts environnantes. Et contrairement aux allégations des ministres congolais, des nombreux témoignages des habitants confirment plutôt que ces morts ne correspondent ni à la taille, ni au volume des corps des bébés morts.

Par ailleurs, à la lumière de différents témoignages recueillis auprès des agents des services spéciaux civils et militaires à Kinshasa, l'APARECO confirme qu'il s'agit, bel et bien principalement, des étudiants des différentes universités et instituts supérieurs de Kinshasa ayant pris part aux manifestations du 19, 20 et 21 janvier 2015, au cours desquelles plusieurs tueries sauvages, enlèvements et tortures barbares avaient été commis par les troupes étrangères rwandaises disséminées au sein de la garde prétorienne de «Joseph Kabila» et commandées par les généraux Kanyama,

Bisengimana et Etumba. Les mêmes sources confirment que l'opération d'inhumation de ces victimes dans des fosses communes a été ordonnée par «Joseph Kabila» la nuit du 17 mars dernier et son exécution fut confiée aux trois responsables : monsieur KALEV, AG/A.N.R. et les généraux KANYAMA et BISENGIMANA avec l'appui logistique du Gouverneur de la ville de Kinshasa, monsieur KIMBUTA.

L'APARECO rappelle aussi que ces crimes ignobles ne sont pas des actes isolés, que plusieurs autres fosses communes cachant des massacres existent. Selon les indications fournies par des agents des services spéciaux, il existe d'autres charniers contenant plusieurs centaines de corps à Kibomango, aux alentours du camp militaire où sont basées les troupes rwandaises et tanzaniennes. Nous rappelons pour mémoire qu'il existe aussi plusieurs autres charniers à travers la République démocratique du Congo, issus de nombreux massacres dont notamment ceux des adeptes du pasteur Mukungubila en décembre 2013 (plus de 1000 morts), des adeptes de «Bundu dia Kongo» en février 2008 (plus de 400 morts).

L'APARECO rappelle que ces massacres répétitifs de «Joseph Kabila» et de son gouvernement d'occupation contre les populations civiles congolaises innocentes constituent un crime contre l'humanité.

Pour toutes ces raisons, et devant la mauvaise volonté manifeste du gouvernement d'occupation de «Joseph Kabila» qui ment d'une part pour tenter d'étouffer le crime, et refuse de l'autre de procéder à l'exhumation des corps des victimes pour leur identification et la détermination exacte des dates et des origines réelles de leurs décès, et tout cela par peur que la vérité sur ce crime n'éclate au grand jour, l'APARECO exhorte instamment la Communauté internationale, dont particulièrement l'ONU et toutes les organisations tant nationales qu'internationales de défense des droits humains, de soustraire cette affaire à la compétence des autorités politiques, militaires

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

et judiciaires congolaises et d'instituer sans délai une enquête internationale forte, indépendante, exhaustive et efficace sur ce charnier de Maluku, afin d'en établir les responsabilités tant politiques que pénales devant conduire leurs auteurs, exécutants et complices devant la Cour Pénale Internationale.

Vice-président national et secrétaire général a.i

NDALA WA NDALA

RWANDA

Last Rwanda UN court genocide appeal hearing opens

Source: AFP

Arusha (Tanzania), 14 April 2015 - Lawyers for a former Rwandan minister, the first woman to be found guilty of genocide and incitement to rape by an international tribunal, appealed Tuesday for her release.

Speaking at the opening of the last appeal hearing of the International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR), lawyer Guy Poupart asked judges to acquit Pauline Nyiramasuhuko, calling the verdict against her "unreasonable".

Nyiramasuhuko was found guilty by the Tanzanian-based court in June 2011 on seven of the 11 genocide charges she faced for atrocities committed in Rwanda's southern Butare region in 1994.

Judges at the UN court for Rwanda sentenced the mother of four to life in prison for genocide, conspiracy to commit genocide and rape.

Poupart said she had been sentenced on the basis of "contradictory and inconsistent statements" from witnesses who "in the same location, in a small space, had not seen or heard the same thing."

But prosecutor Alison McFarlane insisted the court had "correctly concluded" that Nyiramasuhuko had authority over those who carried out the killings and that she was "a key member of the genocidal government."

The appeal hearing includes five others, including one of her sons, who was also sentenced at the same time to the same term on related charges.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The former minister's son, Arsene Shalom Ntahobali, who at the time of the genocide led militia groups in Butare, was sentenced to life for crimes including genocide, extermination and rape as a crime against humanity.

The four other co-accused are all former senior officials from the Butare area.

Former Butare prefect Sylvain Nsabimana was sentenced to 25 years, and his successor Alphonse Nteziryayo 30 years.

Two former mayors, Joseph Kanyabashi and Elie Ndayambaje, got 35 years and life in prison respectively.

The court will hear from lawyers for the other five convicts, after which judges will retire to deliberate, with the ICTR closing after the ruling.

The only female detainee at the UN court, Nyiramasuhuko has been appearing before its judges since 2001 in what is the longest-running trial at the ICTR.

Nyiramasuhuko, 69, was born into a family of subsistence farmers in southern Rwanda. At the age of 40 she enrolled at university, gaining a law degree four years later.

In April 1992 she was appointed minister for family, a position she still held two years later at the time of the genocide.

After the victory of the Rwandan Patriotic Front following the genocide, she fled into neighbouring Democratic Republic of Congo. She was arrested in Kenya in July 1997 and transferred to the ICTR.

BURUNDI

Rwanda: Burundian Refugees Numbers up to 4000

Source: The New Times (Rwanda)

14 April 2015 - Latest figures from the Ministry of Disaster Management and Refugee Affairs (Midimar) indicate that more than 4,000 Burundian refugees have crossed into Rwanda.

The refugees are citing security concerns in the run up to presidential elections slated for June.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Speaking to The New Times, yesterday, Antoine Ruvebana, the permanent secretary at Midimar, said by Sunday evening, there were 3,950 refugees on Rwandan territory, while more than 300 had been reported at a reception point in Gisagara District.

The Burundians started coming into the country about a fortnight ago.

"As of Sunday we had 2,974 and 976 in transit camps in Bugesera and Nyanza, respectively, but even then, some others were still waiting at the Gisagara reception point," Ruvebana said.

The refugees were around 500 at the beginning of the month but the number had soared to 3,000 by the end of last week.

Earlier on Friday, Ruvebana had told The New Times that basic support in terms of necessities such as food for the refugees was "not a problem" seeing that partners such as World Food Programme (WFP) were helping out, but more space must be found to accommodate ever-increasing numbers.

The first batch of refugees entered Rwanda around mid last month and were received and hosted by friendly Rwandan families near the border.

By the end March, the situation worsened and those who had no friends in the border communities started camping at local administration bureaus.

The government quickly moved into action and set up the two transit camps.

Dealing with challenge

"We receive on average, 450 these days," Ruvebana said on Friday, noting that the two transit camps in Bugesera and Nyanza are crowded as they were home to 2,263 and 815 Burundians, respectively, on Thursday evening.

"We want to relocate them from the border because the two camps are small. The one in Nyanza, for example, has a capacity of 210 but we now have 815. We are building more hangars there so that people at least get ample shelter from rain," he said.

Ruvebana said that part of the plan - likely to be implemented at the end of next week - is to relocate some of the refugees to Rukomo in Gicumbi District in Northern Province, where a zone that used to host a refugee centre can quickly be refurbished into a refugee camp again.

"It is also small but we will continue searching for other places. We'll start setting up infrastructure, hangars, pit-latrines, cooking areas and others, on Monday, and it will take about a week," Ruvebana said.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Bugesera mayor Louis Rwagaju told The New Times that despite the shortage of space, security of the refugees was guaranteed.

Refusal to return home

The refugees have refused to be repatriated, claiming that there are security concerns back home.

A week ago, they told a team of Burundian government officials, including the Minister for Internal Affairs, Edouard Nduwimana, that their main cause of apprehension is a Burundian militia, 'Imbonerakure', which they said was terrorising them.

Imbonerakure (a Kirundi word for "those that see far") is a para-military youth group that is allegedly allied to Burundi's ruling party, Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Forces de Défense et de la Démocratie (CNDD-FDD).

The group's members have been accused of allegedly harassing and attacking members of opposition political parties.

Nduwimana told his countrymen: "It is true that people have to flee when they feel that their lives are in danger, but I want to assure you that there is adequate security in Burundi since we have arrested all those who were terrorising you."

But the Burundi officials' attempts to convince the refugees to return home fell to deaf ears and instead, more continue to cross over to Rwanda.

The refugee issue largely stems from an election fever engulfing the country with parliamentary elections May 26 and presidential elections a month later, on June 26.

UN to back Burundi on Truth and Reconciliation Commission

Source: Xinhua

15 April 2015 - Visiting United Nations High Commissioner for Human Rights Zeid Ra'ad Al Hussein has pledged support to Burundi's Truth and Reconciliation Commission (TRC), the senior UN official said Monday afternoon after meeting the Burundian TRC chairman.

"We feel this Commission (TRC) guided by the Arusha Agreement has a very important job to ensure a long-term reconciliation of the people of Burundi. We will begin very intensive discussions on how we can help the TRC," said the commissioner.

According to Al Hussein, the UN is ready to provide technical and financial support.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

“We have a great deal of technical expertise; we have worked on many different countries, we have seen in other countries what we felt works or doesn’t work very well,” he said.

Al Hussein indicated that the Burundian Truth and Reconciliation Commission (TRC) has a very important responsibility.

The Burundian TRC was set up in December 2014.

Zeid Ra’ad Al Hussein is on a four-day visit in the east African nation since Sunday.

Al Hussein’s visit to Burundi is the first on the African continent since he took office on Dec. 1, 2014.

During his visit, the official is expected to meet Burundian President Pierre Nkurunziza, senior government authorities, representatives of political parties, representatives of the civil society, members of the National Independent Human Rights Commission (CNIDH), members of the National Independent Electoral Commission (CENI) and the Chairman of the Constitutional Court.

Burundi: Kagame Meets Nkurunziza As Violence Escalates in Burundi

Source: All Africa

13 April 2015 - President Paul Kagame received his Burundian counterpart, Pierre Nkurunziza early this morning in Huye district, a border town to Burundi in Southern Rwanda.

The two presidents discussed Burundi's political turmoil and insecurity concerns that has caused an influx of Burundian refugees to Rwanda.

Rwanda's Southern region is currently pressured by Burundian refugees running from pro-government militias, Imbonerakure, who are accused of several killings and looting.

Imbonerakure are allegedly attacking people opposed to President Nkurunziza's attempts to seek another term in office. Nkurunziza has already served two constitutional terms, but his country will head to polls this year, of which he has presented his candidature.

More details regarding the meeting are yet to be established, but President Kagame told journalists that he believes Burundi still had capability of solving its own problems.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

"I believe that Burundi has the capacity to resolve their own issues... but we are here to assist," he said.

Over 4000 Burundian refugees (629 men, 986 women and 2335 children) have fled into Rwanda and are sheltered at Biryogo refugee camp in Gashora sector, Bugesera district in Eastern Province.

Others are accommodated in Nyanza refugee camp in Southern Province.

CENTRAL AFRICA REPUBLIC

Security Council: UN official says Central Africa's transition at critical stage

Source: India Blooms

Amidst a tentative political transition, the situation in the Central African Republic (CAR) remains tenuous as sectarian tensions continue to simmer and the severity of the country's humanitarian crisis increases, the top United Nations official in the African country warned on Tuesday.

15 April 2015 - In a briefing to the Security Council, the Secretary-General's Special Representative, Babacar Gaye, told the 15-member body that swathes of the CAR's population remain at risk from attacks by the Muslim Séléka alliance and the Christian anti-Balaka militia as the two groups continue to wage hostilities in the country's ongoing civil conflict.

In addition, he said, the country had witnessed an uptick in the number of internally displaced persons (IDPs) with 50,000 new IDPs registered since the beginning of the year.

Nevertheless, Gaye pointed to the holding of "historic local consultations," completed in March, which had offered CAR citizens "an opportunity to express their views on issues at the heart of the crisis, including justice and reconciliation, peace and security, governance, and socio-economic development priorities."

He explained that despite disagreements between the country's Government and the National Transition Council over plans to hold later in the month the so-called Bangui Forum on reconciliation, the UN Mission in the CAR, known by its French acronym

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

MINUSCA, had managed to defuse tensions and promote “an approach based on consensus.”

The completion of the Forum would ultimately be “another milestone” in the CAR’s transition, the UN official added.

“Commitments on the part of all national stakeholders, including political and military leaders of armed groups, are critical to keep the transition on track and open the way toward next steps in the transition process, including the organization of elections and the launch of longer term national reconciliation efforts,” he said.

Meanwhile, Gaye also observed that the country’s political transition had reached a “critical stage” as national stakeholders scramble to organize credible elections which, he said, would mark the end of the country’s transition.

A number of challenges – ranging from the registration of IDPs and refugees outside the country to security and financial challenges – continued to plague the process and he urged Member States to promptly respond to funding shortfalls which were affecting the “timely completion of the electoral process.”

More than two years of civil war and sectarian violence have displaced thousands of people in CAR. According to UN estimates, nearly 440,000 people remain displaced inside the country while some 190,000 have sought asylum across the borders.

At the same time, more than 36,000 people remain trapped within the landlocked country in enclaves from which they hope to find asylum in neighbouring States.

Moreover, the UN Food and Agricultural Organization (FAO) recently reported that some 1.5 million people in CAR remain food insecure amid ongoing hostilities throughout the country and cautioned that the figure was likely to rise should immediate support not be provided.

“Restoring security, promoting an inclusive political dialogue and completing the transition is just the beginning of the CAR’s long journey towards stability and sustainable development,” Gaye told the Council.

“The international community has a moral obligation to help the CAR and its people stay the course towards peace and reconciliation. It is our collective responsibility.”

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

KENYA

UNHCR warns Kenya not to close Dadaab refugee camp

Source: BBC News

14 April 2015 - The United Nations Refugee Agency (UNHCR) has warned Kenya not to expel Somali refugees in response to al-Shabab's massacre of students.

Kenya has given UNHCR three months to close the the Dadaab refugee camp, which houses 350,000 Somali refugees.

The Kenyan government believes al-Shabab militants who killed 148 people at Garissa University hid in the camp.

The agency warned that the camp's closure would have "extreme humanitarian consequences."

Dadaab is just 100km (62 miles) from Garissa, where the killings earlier this month led to outrage and shock across the country.

The government has promised to crackdown on the Somali militant organisation, including those who it with provide support within Kenya.

Kenyan Deputy President William Ruto said on Saturday that unless UNHCR closed Dadaab within three months, Kenya would relocate the refugees.

As well as demanding the expulsion of hundred of thousands of Somalis within the camp, he also announced that Kenya had started building a 700km (440 mile) wall along the entire length of the border with Somalia.

Dadaab was set up in 1991 to house families fleeing conflict in Somalia, and some people have been living there for more than 20 years.

UNHCR says it is not possible for Dadaab residents to return home safely.

The 1951 UN Convention on Refugees, which Kenya ratified in 1966, stipulates that countries must not forcibly return refugees to countries where they may be at risk.

UNHCR spokeswoman Karin de Gruijl said the decision to close the camp "would have extreme humanitarian and practical consequences", and that the agency was willing to help law enforcement within the camp to combat the threat of al-Shabab.

The Islamist group has vowed a "long, gruesome war" against Kenya.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

REPUBLIC OF CONGO

Denis Sassou Nguesso sur BBC-Afrique : « Il ne faut pas lier le débat constitutionnel à la personne du président »

Source: BBC Afrique via JournaldeBrazza.com

Vendredi 3 avril 2015, le PRC était l'invité de B.b.c-Afrique. Voici l'intégralité du texte sonore, dans un entretien avec Maud Jullien.

13 Avril 2015 - Denis Sassou-Nguesso: Je pense que la Constitution actuelle peut être améliorée. Voilà pourquoi je pense qu'il faut laisser ce débat se dérouler dans le pays, au niveau des partis politiques, pas seulement, au niveau de la société civile, au niveau du peuple tout entier, naturellement, puisqu'il s'agit de la Constitution. A l'issue de ce débat, il faut que le peuple tout entier se prononce par référendum.

Question: Et sur quel point cette Constitution pourrait être améliorée?

Sur beaucoup de points. Je vais vous prendre un exemple. Le président de la République ne peut pas dissoudre l'assemblée; l'assemblée ne peut pas émettre de motion de censure contre le gouvernement. Aujourd'hui, l'assemblée est tenue majoritairement par le parti au pouvoir et ses alliés. Si un dirigeant de l'opposition arrivait aux affaires à l'issue des élections en 2016, eh bien, il ne pourrait même pas gouverner, il ne pourrait pas gouverner, parce qu'il ne pourrait pas dissoudre l'assemblée, pour appeler à d'autres élections. Je donne un exemple, il y en a plusieurs.

SUDAN

Au Soudan, l'opposition peine à exister face à l'omniprésent Béchir

Source: AFP via L'Obs Monde

14 Avril 2015 - Affaiblie par des divisions internes et la répression, l'opposition soudanaise tente de mobiliser contre la réélection attendue du président Omar el-Béchir mais ses appels à manifester soulèvent autant d'indifférence que le scrutin lui-même.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Seules 80 personnes ont répondu à l'appel pour manifester contre les élections générales devant le siège d'Oumma, le doyen des partis soudanais, à la tombée de la nuit lundi, premier jour du scrutin qui s'achève mercredi.

"Ce n'est pas exactement le nombre que nous espérions", confie Hassan Imam Hassan, le secrétaire général de l'un des principaux partis de l'opposition devant le bâtiment situé à Omdourman, ville jumelle de Khartoum.

L'Oumma escomptait une mobilisation bien supérieure pour protester contre la réélection attendue de M. Béchir pour un nouveau mandat de cinq ans après 25 années au pouvoir.

Ce sont surtout des personnalités âgées de l'opposition qui sont rassemblées dans le jardin pour écouter des discours dénonçant la main-mise de Béchir et de sa formation, le Parti du Congrès national (NCP).

"Ces élections ne mènent à rien. Leur valeur est nulle et leur coût énorme", résume M. Hassan, qui porte la tenue traditionnelle soudanaise.

L'Oumma fait partie des formations politiques, des groupes rebelles et de la société civile qui ont signé en décembre un accord baptisé "l'Appel du Soudan" qui appelle à une transition en douceur et pacifique.

Ces opposants affirment que le pays a été plongé dans l'abîme par le président de 71 ans réclamé par la Cour pénale internationale pour crimes de guerre et crimes contre l'Humanité au Darfour, région en conflit de l'ouest soudanais .

- Dissensions et répression -

"L'Appel du Soudan" prévoit d'organiser un sit-in permanent au moins jusqu'à la proclamation des résultats des élections à la fin avril. Mais les militants et sympathisants font l'objet d'une étroite surveillance par le très puissant Service national d'intelligence et de sécurité (NISS).

"L'opposition agit dans des conditions qui l'empêche de parler au peuple", dénonce Amal Jabrallah Sidahmed, un responsable du Parti communiste.

Deux opposants connus, Farouk Abou Issa et Amine Makki Madani, ont ainsi été arrêtés à leur retour en décembre d'Addis Abeba, où l'opposition s'était réunie, avant d'être libérés la semaine dernière.

Le chef d'Oumma, Sadek al-Mahdi, et sa fille Maryam ont également été détenus un mois chacun l'an dernier. M. Mahdi a été le dernier Premier ministre démocratiquement élu avant d'être chassé par le coup d'Etat fomenté par M. Béchir en 1989.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

"Les jeunes préfèrent descendre dans la rue, mais nous savons qu'un tel scénario entraînerait une situation à la syrienne", explique M. Sidahmed.

Les opposants se souviennent que les forces de l'ordre avaient violemment réprimé en 2013 des manifestations contre l'augmentation des prix, tuant des dizaines de personnes.

L'opposition est en outre bridée par le strict contrôle des médias exercé par le NISS, qui n'hésite pas à confisquer les journaux lorsque leur contenu est jugé inapproprié. "Dans la réalité, ce sont les services de sécurité qui gèrent la presse", souligne Amal Hebari, un journaliste présent au sit-in.

Depuis des années, l'opposition est en outre victime de ses divisions. L'Oumma s'est ainsi scindée de multiples fois et certains de ses membres ont rejoint même le camp Béchir.

Des divergences sont récemment apparues entre les signataires de "L'Appel du Soudan". Ils s'opposent sur le recours à la violence pour perturber le déroulement des élections dans certaines régions où des mouvements rebelles sont actifs, comme le Sud-Kordofan, le Nil Bleu ou le Darfour.

Au deuxième jour du vote, Sayyed al-Hamed Ahmed, un chauffeur de taxi septuagénaire, témoigne de l'incompréhension de l'opinion. "J'ai voté mais il n'y avait rien de l'opposition. On ne sait pas comment elle fonctionne".

Et comme de nombreux Soudanais de son âge, il se souvient que le désordre régnait dans le pays lorsque M. Mahdi était au pouvoir à la fin des années 1980. "Aujourd'hui, vous trouvez de tout malgré les crises que nous traversons".

Présidentielle au Soudan - El Bechir assuré d'être élu

Source: L'Expression

M. El Bechir, 71 ans, affronte 15 concurrents peu connus lors de ce scrutin organisé jusqu'à demain dans 7 100 bureaux de vote répartis sur l'immense territoire.

14 Avril 2015 - Les Soudanais votaient hier pour des élections que le président Omar El Bechir, au pouvoir depuis 25 ans, est assuré de remporter, la majeure partie de l'opposition boycottant ce scrutin déjà critiqué par la communauté internationale. Le président soudanais a voté à l'école Saint Francis à Khartoum, souriant et agitant la main devant des journalistes plus nombreux que les électeurs. Comme en 2010,

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

l'organisation de ces élections est dénoncée par les Etats-Unis et l'Union européenne, qui estiment qu'elles ne peuvent «donner un résultat crédible et légitime». «Le dialogue est contourné, certains groupes sont exclus et les droits civiques et politiques violés», selon Bruxelles. Le scrutin se déroule dans un contexte d'isolement du pays sur la scène internationale, M. El Bechir étant réclamé depuis 2009 par la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité au Darfour. Dans le quartier d'Al-Daim à Khartoum, quelques électeurs sont arrivés tôt pour voter. «Je suis venu car c'est un droit constitutionnel pour moi et mon pays. Je suis venu ce matin remplir mon devoir», déclarait l'un d'eux, Abdoul Al Jiom. Une centaine de policiers et officiers sont aussi arrivés pour voter à bord de minibus et de camions. Néanmoins, le scrutin ne soulevait pas l'enthousiasme dans les rues de la capitale, très calmes hier matin, alors que le régime a décrété, au dernier moment, un jour chômé. «Tout le monde connaît le résultat», soulignait un commerçant, Moutawakil Babikir, qui a décidé de ne pas se rendre aux urnes. Les 13,3 millions d'électeurs soudanais sont également appelés à choisir leurs parlementaires et leurs représentants régionaux.

Les bureaux de vote sont ouverts de 05H00 à 15H00 GMT durant les trois jours de l'élection, qui se déroule sous l'oeil d'observateurs de la Ligue..... arabe et de l'Union africaine. Le général El Bechir est arrivé au pouvoir en juin 1989, en renversant par un coup d'Etat un gouvernement issu d'élections démocratiques. Le Parti du Congrès national (NCP), sa formation, et ses alliés contrôlent depuis les rouages de l'Etat, et les autorités répriment dissidents et médias. Ces élections, dont les résultats sont attendus fin avril, sont les deuxièmes multipartites organisées depuis 1989. Mais comme en 2010 la plupart des partis de l'opposition les boycottent, estimant que le contexte politique ne permet pas un scrutin libre. Jeudi, Khartoum a libéré deux opposants, Farouk Abou Issa et Amine Makki Madani, arrêtés en décembre après avoir signé un accord unifiant les rangs de l'opposition.

Une décision visant, selon leur avocat, à alléger avant le scrutin la pression internationale sur le régime, accusé de chercher à étouffer toute voix dissidente. La police a dispersé dimanche à coups de bâtons une manifestation de quelques centaines d'étudiants mobilisés contre les élections, à Port Soudan (est), selon des témoins. Les protestataires scandaient notamment «le peuple veut la chute du régime». A Kalma, au Darfour-Sud, région en proie à un conflit depuis 12 ans, des centaines d'habitants d'un camp de déplacés ont aussi manifesté sous le slogan «Non aux élections du sang».

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

AU panel wanted Sudan elections postponed, said credible polls not possible in current environment

Source: Sudan Tribune

14 April 2015 - An African Union (AU) panel tasked with evaluating the pre-elections environment in Sudan had concluded that it would not be possible to hold credible polls in the East African nation and recommended that the pan-African body not send a monitoring mission.

“The overall political environment is restrictive, which impacted on political participation by other stakeholders, including opposition parties, civil society and the media. Media houses and civil society organizations were barred from discussing issues relating to the conflict in the country and certain political and social topics,” the pre-election assessment mission said in its report submitted to the AU Peace and Security Council (AUPSC) last month.

“Those who ignored this ruling either have their licenses withdrawn or arrested and detained by the National Intelligence and Security Service (NISS). Thus, freedom of expression, association and assembly were generally not respected”.

The committee noted that it held meetings with all stakeholders including officials in the Sudanese government and the National Elections Commission (NEC), political parties, civil society groups, media houses, candidates, Political Party Affairs Council, Human Rights Commission, parliament, AU/UN Hybrid Operations in Darfur (UNAMID), United Nations Development Programme (UNDP), AU Liaison Office to Sudan, Arab League, Intergovernmental Authority on Development (IGAD), African ambassadors, European Union (EU) and ‘Troika’ (US, UK and Norway) Ambassadors in Khartoum.

It added that apart from the government, NEC, representatives of public institutions, Arab League envoy and some African ambassadors, most stakeholders wanted the AU to “distance itself from observing the elections”.

The mission led by AU political/electoral Affairs Officer in the Department of Political Affairs of the AU Commission Idrissa Kamara pointed out that the elections will take place amid “intense political polarization”, armed conflict in several parts of the country and “social and economic difficulty due to international sanctions levied against Sudan mainly by western governments”.

It concluded that that “the necessary conditions and environment for the holding of transparent, competitive, free and fair elections as agreed in the AU principles governing democratic elections have not been satisfied”.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

“The existing government’s security measures put substantial restrictions on freedom of expression, association and assembly and do not provide an environment for free participation in the electoral process”.

The committee recommended that the AU not send an observation mission saying that doing so “under this circumstance would not be viable and effective, and would not contribute to democracy building in Sudan as enshrined in the African Charter on Democracy, Elections and Governance and the OAU Declaration on Principles Governing Democratic Elections in Africa”.

It called for the polls to be postponed in favour of furthering the national dialogue process initiated by president Omer Hassan al-Bashir last year which would “allow more time for the creation of an enabling environment for credible, transparent and competitive elections following the national dialogue as elaborated in the Communiqué of the AU Peace and Security Council during its 456th Meeting on the report of the AUHIP for Sudan and South”.

In a meeting held last week, the AUPSC brushed aside the findings and recommendations in the report and decided to send an observation mission headed by former Nigerian president Olusegun Obasanjo to monitor the three-day presidential and parliamentary elections in Sudan started on Monday.

The decision drew strong rebuke from rebel groups who expressed anger at the AUPSC for ignoring the recommendations of the pre-elections committee.

Last Thursday the EU announced that it will not send a mission to observe this elections.

“When dialogue is bypassed, some groups are excluded and civil and political rights are infringed, the upcoming elections cannot produce a credible result with legitimacy throughout the country,” said the statement attributed to attributed to the EU representative of foreign affairs and security affairs and vice-president of the commission, Federica Mogherini.

“The people of Sudan deserve better. We therefore chose not to engage in support of these elections,” she added.

Canadian foreign minister Rob Nicholson echoed the same sentiments.

“Canada” is disappointed by the failure of Sudan’s president, Omar al-Bashir, to deliver on his promise to hold an inclusive national dialogue in the lead-up to the Sudanese general and presidential elections,” he said in a statement.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Over the last year, Sudanese authorities have been accused of repeatedly seizing newspaper print runs, ordering political arrests, including those of opposition leaders, and hindering election activities and targeting civilians in Darfur, South Kordofan and Blue Nile.

“These actions have obstructed the emergence of a free and open democratic process and have led many opposition parties to boycott the elections. As a result, the outcome of the elections will not reflect the will of all Sudanese people,” said Nicholson.

Rebels in Sudan's Kordofan attack vote centres: official

Source: AFP

14 April 2015 - Sudanese rebels have attacked several polling stations in war-torn South Kordofan state during nationwide elections widely expected to extend President Omar al-Bashir's 25-year rule.

The Sudan People's Liberation Army-North (SPLA-N) attacked "polling centres in the Habila district" in South Kordofan on Monday, said Al-Hadi Mohammed Ahmed, an official in the National Electoral Commission.

"There were three attempted attacks and they seized some polling material and closed three centres," he told a news conference.

They also attacked two centres in the Abbasiya area, Ahmed said, adding that the Sudanese military repulsed all the attacks.

Before the election got under way on Monday, the government had said there would be no voting in one district of Central Darfur and seven in South Kordofan for "security reasons".

But the SPLA-N and insurgents in Darfur have vowed to disrupt voting across the region.

Both the rebels and the country's mainstream opposition are boycotting polling.

There was no immediate SPLA-N reaction to Ahmed's comments.

Ahmed also said there had been problems with the election in other parts of the country unaffected by conflict.

Voting was suspended in 16 stations in one district of Central Darfur after it was found that "some ballot cards had not arrived", he said.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

In the central state of Jazira, "152 centres out of 1,818 didn't open because of administrative errors in distributing ballot cards", Ahmed said.

Voting at those centres will now start on Wednesday and last for three days.

In the capital Khartoum, the streets were quiet on the second day of voting.

Polling stations in the city's Mayo suburb were quiet, with just a trickle of voters.

Ahmed said he has no turnout figures yet.

With the opposition boycotting the elections and 15 little-known candidates contesting the presidency, career soldier Bashir is seen as likely to win.

He seized power in a 1989 Islamist-backed coup and won elections in 2010 marred by another opposition boycott and criticism that the vote did not meet international standards.

TANZANIA

Panique en Tanzanie, après l'attaque de Garissa

Source: APA

14 Avril 2015 - Un vent de panique s'est emparé des principales villes tanzaniennes, obligeant la police à renforcer la sécurité, après le massacre perpétré le 2 avril par un commando islamiste à l'Université de Garissa dans l'est du Kenya, voisin.

Des messages faisant état d'arrestation de terroristes sur le territoire tanzanien ou d'attaques imminentes dans les villes de Dar es-Salaam, Mwanza et Arusha ont semé la peur, notamment chez des étudiants d'établissements supérieurs dont certains ont préféré ne pas aller à l'école.

Dans ces principaux centres urbains, la police a renforcé son dispositif de sécurité notamment autour des institutions d'enseignements supérieur.

Parmi les suspects arrêtés par la police kényane dans le cadre de son enquête sur l'attentat terroriste du 2 avril à l'Université de Garissa, figure un jeune tanzanien qui étudiait encore à l'école secondaire.

A Arusha, la petite ville touristique du nord du pays, passage vers le célèbre Mont Kilimandjaro et le vaste parc de savane du Serengeti, une panique dans une école

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

supérieure de comptabilité a contraint des forces de police à passer la nuit de jeudi à vendredi aux abords de l'établissement.

Certains étudiants avaient d'ailleurs passés la nuit à l'extérieur du campus, en famille ou chez des connaissances.

Dans la journée de jeudi, des rumeurs avaient circulé sur les réseaux sociaux selon lesquelles les forces de l'ordre avaient arrêté quatre personnes armés de fusils et circulant à bord d'une Toyota, qui tentaient d'entrer dans cet institut.

«Ces personnes se faisaient passer pour des membres de la famille d'une étudiante logeant au campus. Intrigués, les gardiens de l'établissement ont alerté la police », disait la rumeur avant de lancer ce conseil : «Soyez vigilants».

Ces rumeurs ont été démenties par le commandement régional de la police et par les autorités administratives.

Vendredi, le gouverneur d'Arusha, Felix Ntibenda, a dû convoquer d'urgence le conseil de sécurité provincial pour calmer les esprits, mais tout en appelant lui aussi à redoubler de vigilance.

S'adressant à la presse après la réunion, il a qualifié la rumeur d'infondée, l'attribuant à des individus mal intentionnés.

Il a toutefois appelé les hôteliers à faire attention au moment de l'enregistrement des visiteurs, notamment en veillant à la vérification de leurs documents de voyage.

«La sécurité a été renforcée autour des lieux de culte, comme les églises, les mosquées, ainsi dans d'autres lieux de rassemblement, nous sommes prêts à faire face à toute éventualité. A Arusha, la sécurité est garantie, nous souhaitons la bienvenue à nos visiteurs⁴⁴, a assuré le responsable administratif.

Il a ajouté que les contrôles de sécurité avaient également été renforcés à la frontière (avec le Kenya).

A Dar es Salaam, le quartier général de la police a, dans une déclaration, lancé une mise en garde contre les auteurs de fausses alarmes sur les réseaux sociaux et sur le téléphone portable.

« Le commandement de la police demande que cette habitude cesse immédiatement », a déclaré la porte-parole de l'institution Advera Bulimba, exhortant plutôt les habitants à informer les forces de l'ordre dès qu'ils suspectent des gens de vouloir des atteintes à la sécurité.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Elle a prévenu que des mesures sévères seraient prises contre tout auteur de rumeur visant à semer la panique.

Pour sa part, le chef de la police pour la région de Dar es Salaam, Suleiman Kova, a annoncé que le dispositif de sécurité avait renforcé aux abords des principaux lieux de rassemblement, tels que les lieux de culte, comme à Arusha.

Il a par ailleurs appelé les grands hommes d'affaires, les supermarchés, les banques, grands magasins et hôtels à installer des dispositifs de surveillance caméra.

Comme à Arusha, dans certaines écoles supérieures de Dar es Salaam, de nombreux étudiants avaient préféré passer la nuit en dehors des campus.

Pour sa part, la direction nationale de la Société tanzanienne de distribution d'électricité (TANESCO) a ordonné à tous ses bureaux dans le pays de soumettre au contrôle de sécurité toute personne y entrant, y compris les employés.

Le 7 août 1998, une attaque terroriste revendiquée par Al-Qaida avait fait 11 morts et 85 blessés à l'ambassade des Etats-Unis à Dar es Salaam.